# Suède : la Commission européenne ne luttera pas spécifiquement contre la théorie du complot d'islamistes selon laquelle la Suède enlèverait des enfants musulmans pour en faire des laïcs (MàJ)

16/05/2022 à 10h04



## 16/05/2022

## Question du 18 février 2022 de l'eurodéputé Charlie Weimers (ECR) à la Commission :

Après leur retour en Suède et leur réinsertion dans la société, **certains enfants de collaborateurs de l'État islamique ont été placés en détention par les services sociaux**

**suédois**. Par la suite, **des islamistes bénéficiant du soutien de l'État se sont rassemblés** dans les rues et sur Internet, **diffusant des théories du complot selon lesquelles les autorités suédoises enlèveraient des enfants musulmans pour les séculariser dans le cadre d'une guerre imaginaire contre l'islam**.

Le Service européen pour l'action extérieure affirme que l'UE *"a défini et met activement en œuvre des mesures concrètes pour lutter contre la désinformation, protéger ses systèmes démocratiques et ses débats publics"* et que les institutions de l'UE ont *"intensifié leurs efforts et continuent de prendre des mesures concrètes […] pour faire face aux campagnes de désinformation coordonnées, souvent déployées avec des objectifs politiques, provenant de l'intérieur et de l'extérieur de l'Union européenne"*.

Étant donné que l'UE a mis en place la StratCom Task Force, une cellule de fusion hybride et un centre d'excellence européen pour la lutte contre les menaces hybrides, que les plates-formes en ligne ont été poussées à adopter un code de pratique sur la désinformation et que l'UE a publié un plan d'action contre la désinformation, comprenant la création d'un système d'alerte rapide :

1. **Quelles mesures concrètes la Commission a-t-elle prises pour atténuer ou combattre cette ignoble campagne de désinformation contre les autorités suédoises ?**
2. **La Commission ou toute autre agence de l'UE a-t-elle assuré la liaison avec le gouvernement suédois de quelque manière que ce soit et quel soutien a-t-elle offert à la Suède pour l'aider à contrer cette campagne ?**

Question n°P-000704/2022/rev.1 de l'eurodéputé Charlie Weimers (ECR) à la Commission

# Réponse du 15 mai 2022 de Josep Borrell (vice-président) au nom de la Commission :

L'UE et les États membres (EM) ont mis en œuvre une série d'actions pour contrer la manipulation de l'information, y compris la désinformation, depuis que le Conseil a chargé le Conseil de travailler sur cette question en 2015. Les travaux n'ont cessé de se développer, notamment avec **le plan d'action 2018 contre la désinformation et le plan d'action 2020 pour la démocratie européenne (EDAP)**.

Du côté de la Commission, **le code de pratique sur la désinformation renforce la transparence et la responsabilité des plateformes en ligne**, la proposition de loi sur les services numériques vise à faire en sorte que les plateformes deviennent plus responsables. L'Observatoire européen des médias numériques a été créé pour soutenir les vérificateurs de faits indépendants et les chercheurs universitaires, et à partir de 2022, **un mécanisme conjoint pour la résilience électorale est disponible pour les Etats membres**.

La division Stratcom du SEAE identifie et analyse les manipulations et interférences étrangères (FIMI), y compris la désinformation, et y répond, notamment en renforçant la résilience. Le SEAE participe également aux réunions de la Coalition mondiale contre Daesh et partage les meilleures pratiques et les enseignements tirés des campagnes et des projets. Les échanges avec les États membres dans le cadre du système d'alerte rapide (RAS) géré par le SEAE permettent une compréhension commune et le partage des meilleures pratiques pour réagir**. Les informations sur les incidents FIMI sont partagées via le RAS, tant par les institutions de l'UE que par les EM de l'UE, y compris la Suède**. Le SEAE soutient également les États membres à leur demande dans des cas spécifiques. Comme proposé dans le PAED et dans le contexte de

la boussole stratégique, **des travaux sont actuellement en cours pour renforcer la boîte à outils de la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE afin de lutter contre les FIMI**. Des initiatives telles que **la future loi sur la liberté des médias** permettront également de lutter contre ces menaces et d'enrichir la panoplie d'outils de l'UE pour contrer les menaces découlant des FIMI.

Réponse du 15 mai 2022 du vice-président Josep Borell au nom de la Commission à l'eurodéputé Charlie Weimers (ECR)

---

# 12/02/2022

# Suède: les islamistes utilisent les cas d'enfants musulmans retirés à leurs parents par la protection de l'enfance pour faire croire que l'État suédois raciste les enlève pour en faire des laïcs

Une campagne islamiste en cours tente de susciter la haine contre la Suède, ce qui a fait réagir, entre autres, l'Agence suédoise des contingences civiles (MSB). Sur les réseaux sociaux, des militants et des prédicateurs ont répandu une image de la Suède comme celle d'un État raciste qui enlève des enfants musulmans pour les rendre laïcs.

**La propagation de ces rumeurs n'est pas nouvelle**. Comme l'a commenté l'expert terroriste Magnus Ranstorp sur SVT, la question bouillonne depuis longtemps. Il y a fondamentalement un malentendu et une colère sur le fait que les services sociaux en Suède s'occupent des enfants qui vont mal à la

maison. Ces affaires dites LVU (loi sur l'aide à la jeunesse) ont conduit depuis plusieurs années à des manifestations en dehors des services sociaux et à des menaces contre des décideurs dans de nombreuses municipalités (SVT 9/2).

**La différence est maintenant la large diffusion internationale. La question est utilisée par des militants islamiques qui veulent créer une posture de victime pour les musulmans et ainsi radicaliser davantage les adeptes.**

Selon la Fondation Doku, qui examine l'islamisme en Suède et a été la première à décrire en détail la campagne de haine, il existe des groupes Facebook privés comptant des dizaines de milliers de membres dans lesquels la Suède est décrite comme un État raciste et fasciste en guerre contre l'islam (Doku 27/1).

A travers la langue arabe, les histoires d'abus des services sociaux se sont répandues dans le monde entier. À l'automne, la chaîne d'information Al-Jazeera a consacré un long reportage à la prise en charge forcée d'enfants musulmans en Suède. Curieusement, il ne semble pas avoir suscité de réactions majeures en Suède.

La situation est bien sûr grave. Dans le pire des cas, la rage contre la loi LVU est sur le point de devenir la caricature suédoise de Mahomet. En 2005, le Danemark avait fait l'objet d'une campagne mondiale de messages haineux, de boycotts et d'attaques terroristes après que le journal Jyllands-Posten eut publié des caricatures du prophète Mahomet. La Suède n'a pas d'expérience similaire. Et la condamnation à mort de Lars Vilks s'appliquait à lui en tant que personne et non à la Suède en tant que nation.

Pourtant, les campagnes de haine en cours constituent principalement une menace pour le personnel des services sociaux. Ils ont déjà été exposés mais la pression monte à mesure que la colère augmente. Ainsi, la campagne islamiste

touche les municipalités suédoises.

Un autre groupe touché est celui des représentants musulmans qui tentent de contrecarrer les rumeurs pour mieux comprendre le fonctionnement de la société suédoise. Il peut s'agir d'imams et de divers médias arabophones en Suède. Pour ces acteurs si importants pour l'intégration, il devient aujourd'hui de plus en plus difficile et dangereux de faire entendre leur voix.

Dans une perspective plus large, bien sûr, la sécurité de tous les Suédois est affectée. Les voyageurs et touristes suédois peuvent devenir des cibles. Le risque de nouvelles attaques terroristes chez nous augmente également.

La campagne de haine contre la Suède signifie que nous devons prendre l'islamisme plus au sérieux. Les organisations islamistes doivent être empêchées d'accéder au financement public. Nous devons nous interroger sur la durabilité à long terme de l'hébergement de prêcheurs de haine ou du rapatriement de personnes qui ont participé à l'EI. C'est tout simplement trop dangereux.

Lars Vilks est resté seul. Cette fois, nous sommes tous vulnérables.

Mariestads Tidningen